



# FRANCE

**9<sup>ème</sup> session**

**de l'Assemblée des États parties  
au Statut de Rome  
de la Cour Pénale Internationale**

**Intervention prononcée par S.E. M. Gérard ARAUD**

**Ambassadeur, Représentant Permanent de la France  
auprès des Nations Unies**

**New York, le 6 décembre 2010**

Monsieur le Président,

1 - La France s'associe à la déclaration à la Cour que vient de prononcer la Présidence belge au nom des 27 Etats membres de l'Union européenne.

2 - Je remercie le Président Song et le Procureur Moreno-Ocampo de leurs présentations. La France apprécie les informations sur les procédures d'examen préliminaire, les procédures judiciaires et la coopération des Etats, qui sont le cœur de l'activité de la Cour pénale internationale.

3 - Parce qu'elle est permanente et indépendante, parce qu'elle peut s'autosaisir sans intervention des Etats, la Cour a un potentiel immense de prévention des crimes les plus graves. Mais cet impact ne peut devenir une réalité que si les 114 Etats Parties réunis en cette Assemblée soutiennent sans faille le système de justice internationale créé à Rome. Comme le Président et le Procureur l'ont maintes fois signalé, cette Cour ne connaîtra qu'un nombre limité d'affaires. Son rôle de prévention des crimes dépendra donc largement de notre capacité, en tant qu'Etats parties, à prendre en compte et appuyer l'activité de la Cour à toutes les étapes de son travail.

4 - Neuf situations sont sous examen préliminaire aujourd'hui puisque le Procureur vient d'annoncer que les crimes commis sur le territoire de la Corée du Sud étaient désormais inscrits sur la liste. Le Président colombien, dont le pays est sous « examen préliminaire » est venu dire à cette Assemblée le rôle de la Cour dans son pays. Son intervention nous éclaire sur l'impact de la CPI.

5 - La France a également suivi avec une attention particulière les missions du Bureau du Procureur en Guinée dirigées par Mme Fatou Bensouda. Il est important que la communauté internationale répète et respecte les paramètres agréés par l'Union Africaine, la CEDEAO, l'Union européenne et tous les autres acteurs dès octobre 2008 au lendemain des crimes commis au stade de Conakry : les principaux responsables seront jugés soit en Guinée, soit à La Haye. Il n'y a pas de troisième voie. La France se félicite à cet égard de l'engagement de coopération des autorités guinéennes.

6- S'agissant enfin de la Côte d'Ivoire, qui a accepté la compétence de la Cour par une déclaration *ad hoc*, le Bureau du Procureur, dès le 2 décembre, a rappelé qu'il suivait avec vigilance toute indication que des crimes relevant de la compétence de la Cour étaient planifiés ou commis. Nous espérons que ces efforts et ceux de l'ensemble de la communauté internationale permettront d'éviter des souffrances supplémentaires aux Ivoiriens. Cette implication de la Cour dans la prévention des crimes est au cœur du Statut de Rome.

7 - S'agissant des enquêtes du Procureur, M. Moreno-Ocampo a annoncé ce matin qu'il présenterait prochainement aux Juges de la Cour son dossier concernant les responsables de la violence électorale au Kenya. Nous attendons des autorités kenyanes qu'elles continuent à apporter à la Cour leur plein soutien. Nous saluons le rôle joué par M. Kofi Annan, chef du panel d'éminentes personnalités de l'Union africaine, pour s'assurer inlassablement qu'à toutes les étapes du processus de réconciliation au Kenya, l'exigence de justice soit bien respectée.

8 - Nous notons également que le 8 décembre, se tiendra à La Haye l'audience de confirmation des charges de deux rebelles soudanais, pour leur responsabilité présumée dans l'attaque contre une base de l'Union africaine au Darfour. C'est là encore un exemple des procédures diversifiées désormais lancées devant la Cour.

Monsieur le Président,

9 - La plupart des situations devant la Cour, que ce soit au titre des examens préliminaires, des enquêtes ou des procès, sont des situations qui menacent ou peuvent menacer la paix et la sécurité internationale. Certaines sont à l'ordre du jour du Conseil de Sécurité : la République démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, l'Afghanistan, la Guinée et bien sûr le Darfour, renvoyé devant la Cour par le Conseil en mars 2005, en vertu du chapitre VII de la Charte.

10 - La plupart des crimes allégués devant la Cour sont également des crimes dont le Conseil de Sécurité a estimé qu'ils affectent la paix et la sécurité internationale : le recrutement d'enfants dans les conflits armés, les violences sexuelles, les attaques contre des soldats de maintien de la paix entre autres.

11 - La lecture des décisions de la Cour apporte enfin la preuve que des circuits que nous connaissons trop bien - le trafic illégal de ressources, le commerce illégal d'armes en violation des embargos des Nations Unies - sont indissociables de la commission de crimes qui heurtent la conscience de l'humanité.

12 - La CPI et l'ONU sont liées depuis 2004 par un accord auquel nous attachons du prix. Cette Cour indépendante et les Nations Unies ont des espaces immenses de convergence. Il n'y a pas selon la France de contradiction possible entre l'action pour la justice et l'action pour la paix. Le Statut de Rome a confirmé juridiquement ce que nous savions tous politiquement : que ce soit hier en ex-Yougoslavie et au Rwanda ou aujourd'hui au Darfour, on ne négocie pas avec les génocidaires, on les exclut.

13 - C'est une conviction que notre Secrétaire Général, M. Ban Ki-moon, comme il l'a encore prouvé ce matin dans son intervention, ne cesse de défendre. Sous son autorité, au sein du système des Nations Unies, plusieurs acteurs, dont Mme O'Brien, Conseillère juridique, mais également Mme Radhika Coomaraswamy, Représentante spéciale du Secrétaire Général pour les enfants dans les conflits armés et Mme Walstrom, Représentante spéciale du Secrétaire Général pour la lutte contre les violences sexuelles, ont pleinement intégré les activités de la Cour et s'en servent comme d'un atout dans leurs domaines respectifs.

14 - De même, les responsables des programmes de désarmement, démobilisation et réinsertion, notamment au département des opérations de maintien de la paix, travaillent avec le Bureau du Procureur pour favoriser la démobilisation des combattants lorsque les chefs sont inculpés et arrêtés comme ce fut récemment le cas, dans mon pays, de M. Callixte Mbarushimana. Il faut que l'ensemble du système suive cet élan.

Monsieur le Président,

15 - Il y a quelques mois la Conférence de Kampala a permis, dans le cadre de son exercice d'inventaire de la justice pénale internationale, d'aborder une série de thèmes structurants pour l'avenir de la Cour, Paix et Justice je viens d'en parler, coopération, victimes, et complémentarité.

16 - La coopération est naturellement au cœur des activités de cette Assemblée, comme l'Union européenne l'a dit plus tôt. Il faut relever les aspects positifs : dans le rapport de la Cour sur la coopération, il est précisé que 85 pour cent des demandes de coopération du Procureur rencontrent des réponses favorables. Il faut aussi s'atteler aux difficultés : les arrestations. Sur cette question, où que puissent être les fugitifs, notre soutien politique et diplomatique à la Cour est essentiel.

17 - Les victimes ont une place particulière dans le statut de la CPI. La France a œuvré à Rome pour que leur place soit reconnue dans toutes ses facettes, victimes adressant des pétitions au Procureur, victimes témoins et nécessitant un soutien psychologique adéquat, victimes participant aux procédures, victimes ayant droit à réparations et réhabilitation. Il reste que leur premier droit est celui de voir les criminels arrêtés et justice rendue. Ne perdons pas de vue, là encore, le cœur de notre entreprise.

18 - S'agissant de la complémentarité, prévue dans le Statut de Rome, les Etats ont la responsabilité première de juger les responsables de crimes commis par leurs nationaux ou sur leur territoire. La Cour intervient en dernier ressort.

19 - La France est réservée sur l'idée de développer un rôle général de la Cour dans le développement des capacités des Etats. Nous nous éloignons de des activités d'un Greffe ou d'un Secrétariat de l'Assemblée des Etats Parties. Il serait souhaitable que les réflexions entre la Cour, les Etats, la société civile et les organismes et programmes du système des Nations Unies, dont le PNUD, s'orientent vers un rôle des agences de développement elles-mêmes pour que leur aide aux systèmes judiciaires nationaux soit adaptée aux exigences du Statut de Rome, et non vers un rôle accru de la Cour en ce domaine.

Monsieur le Président,

20 - Sur la gouvernance et le renforcement institutionnel de la Cour, la France note certains progrès : le rapport du Président Song sur les relations entre les organes de la Cour vient éclairer utilement les responsabilités de chacun ; il faut maintenant qu'il mette en œuvre ce rapport, sans interférence des Etats.

21 - Le document confirme naturellement l'indépendance statutaire du Bureau du Procureur, c'est une évidence, mais il n'est pas inutile de le rappeler ici. Il faut bien sûr s'opposer à toute tentative d'empiéter sur les prérogatives juridictionnelles du Procureur ou des Juges. L'indépendance de cette Cour est sa principale force. Nous n'avons pas à nous féliciter ou à déplorer les décisions du Procureur et des Juges. Par ailleurs, afin de nous assurer que les mécanismes de contrôle interne de la Cour soient à la fois efficaces et pleinement respectueux des mandats de chacun, la France juge utile d'attendre le rapport d'ensemble ou 'mapping study' demandé par l'auditeur externe et le Comité du budget et des finances avant de prendre une décision spécifique. Nous estimons utile que cette Assemblée examine la portée de cette étude pendant cette session.

Monsieur le Président,

22 - Dans ce cadre institutionnel, la responsabilité du Greffe est immense. Nous comptons sur Mme Arbia pour concentrer le Greffe sur ses activités c'est-à-dire le service administratif, au sens noble du terme, de la Cour dans le cadre des ressources existantes. Il n'est pas envisageable que le budget de la Cour croisse de manière exponentielle avec chaque nouvelle affaire, que les solutions initiales mises en place par la Cour au début de ses activités perdurent. Ses années d'expérience doivent permettre maintenant au Greffe des gains d'efficacité. Je pense notamment aux activités de sensibilisation, d'information publique et au déploiement sur le terrain. Dans son

bon rapport, le CBF, dont nous approuvons les recommandations, a présenté des observations à cet égard. Nous attendons aussi avec intérêt une nouvelle stratégie concernant les opérations de la Cour sur le terrain, qui prenne mieux en compte ces exigences.

Monsieur le Président,

23 - Je saisis cette opportunité pour réaffirmer la position de la France sur deux amendements adoptés à Kampala.

24 - Tout d'abord, les difficultés que nous avons exprimées lors de l'adoption de l'amendement à l'article 8 persistent en ce qui concerne les munitions expansives.

25 - Par ailleurs, la France ne s'est pas associée au texte adopté à Kampala sur l'amendement relatif au crime d'agression, dans la mesure où il méconnaît les dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies aux termes desquelles il appartient au seul Conseil de sécurité de constater l'existence d'un acte d'agression.

26 - Sur la procédure de ratification la France rappelle que conformément à l'article 121-5 du Statut de Rome, aucun amendement n'est opposable à un Etat qui ne l'a pas ratifié. Un Etat qui n'envisage pas de ratifier l'amendement sur l'agression n'est donc pas tenu de procéder à une déclaration en vertu de l'article 15 bis 4 pour éviter que l'amendement ne lui soit opposable.

27 -. Avant de conclure, je voudrais, Monsieur le Président, vous remercier pour votre action à la tête de cette Assemblée et formuler le vœu que nos travaux se poursuivent dans la plus grande transparence

Merci./.

**9th session**

**Assembly of States Parties  
to the Rome Statute  
of the International Criminal Court**

**Speech delivered by H.E. Mr. Gérard Araud**

**Ambassador, Permanent Representative of France to the United Nations**

**New York, December 6, 2010**

[Unofficial translation]

Mr. President,

1 - France supports the statement that the Belgian Presidency has just delivered on behalf of the 27 Member States of the European Union.

2 - I would like to thank President Song and Prosecutor Moreno-Ocampo for their presentations. France values the information on the preliminary examination activities, the judicial proceedings and the cooperation of States, which are the core activities of the International Criminal Court.

3 - Because it is a permanent and independent Court, because it can initiate investigations independently without the intervention of States, the Court has an immense capacity to prevent the most serious crimes. But this can only be achieved if the 114 States Parties brought together in this Assembly lend their unfailingly support to the international system of justice established in Rome. As the President and the Prosecutor have repeatedly indicated, this Court will only have jurisdiction over a limited number of cases. Its role in preventing crimes will therefore largely depend on our capacity, as States Parties, to take into consideration and support the actions of the Court at all stages of its work.

4 - Preliminary examinations are currently underway with respect to 9 situations, now that the Prosecutor has announced that crimes committed in the territory of South Korea are also on the list. The Colombian President, whose country is under "preliminary examination", has come to explain to this Assembly the role of the Court in his country. His speech sheds light on the ICC's impact.

5- France has also noted with utmost interest the missions conducted by the Office of the Prosecutor in Guinea under the leadership of Mrs Fatou Bensouda. The international community must reiterate and respect the parameters agreed by the African Union, ECOWAS, the European Union and other actors since October 2008 following the crimes committed in the Conakry stadium: those most responsible for these crimes will be tried either in Guinea or in The Hague. There is no third alternative. In this respect, France pays tribute to the commitment by the Guinean authorities to cooperate.

6 - Regarding Côte d'Ivoire, a country which has lodged an *ad hoc* declaration recognizing the jurisdiction of the Court, the OTP recalled as soon as 2 December last week that it was monitoring whether the violence could amount to the planning or commission of crimes within the jurisdiction of the Court. We hope that such efforts and those of the entire international community will prevent further suffering for the people of CDI. This role of the Court in the prevention of crimes is at the heart of the Rome statute.



7 - Regarding the Prosecutor's investigations, Mr. Moreno-Ocampo announced this morning that he will shortly present to the Judges of the Court his case concerning those responsible for the electoral violence in Kenya. We expect the Kenyan authorities to continue to lend their full support to the Court. We welcome the tireless efforts by Mr. Kofi Annan, the chair of African Union's panel of eminent personalities, to ensure full respect for the need for justice in all stages of the process of reconciliation in Kenya.

8 - We also note that on December 8, the confirmation hearing of two Sudanese rebels will be held before the Court, and will address their alleged involvement in the attack against an African Union base in Darfur. This is another example of the wide range of proceedings now brought before the Court.

Mr. President,

9. Most of the situations brought before the Court, whether with respect to preliminary examinations, investigations or trials, are matters that threaten or may threaten international peace and security. Some are on the Security Council's agenda: the Democratic Republic of Congo, Côte d'Ivoire, Afghanistan, Guinea and of course Darfur, referred to the Court by the Council in March 2005, under Chapter VII of the Charter.

10- Most of the crimes brought before the Court are also crimes that the Security Council has deemed as posing a threat to international peace and security: the recruitment of children in armed conflict, sexual violence, and attacks on peacekeeping soldiers, among others.

11 - The delivery of decisions by the Court finally proves that the networks that we know so well – the illegal trafficking of resources, illegal arms trafficking in violation of the United Nations embargos – are inextricably linked to the crimes that deeply shock the conscience of humanity.

12 - The ICC and the UN have been linked since 2004 through an agreement to which we attach great importance. This independent Court and the United Nations have broad areas of convergence. France believes that there can be no contradiction between the action to promote justice and the action to promote peace. The Rome Statute legally confirmed what we all knew politically: whether yesterday in Yugoslavia or Rwanda or today in Darfur, we do not negotiate with those responsible for genocide, we exclude them.

13 - This is a conviction that our Secretary-General, Mr. Ban Ki-moon, continuously defends, as he demonstrated once again this morning in his speech. Under his leadership, within the UN system, several actors, including Mrs. O'Brien, Legal Counsel, Mrs. Radhika Coomaraswamy, Special Representative of the Secretary-General for Children and Armed Conflict and Mrs. Walstrom, Special Representative of the Secretary-General on ending Sexual Violence, have fully integrated the activities of the Court in their work and make them a positive factor in their respective fields.

14 - In the same way, the disarmament, demobilization and reintegration programs, particularly in the Department of Peacekeeping Operations, work with the Office of the Prosecutor to encourage the demobilization of soldiers when leaders are charged and arrested, as was recently the case in my country with Mr. Callixte Mbarushimana. The entire system should build upon this momentum.

Mr. President,

15 - A few months ago the Conference in Kampala allowed us, within the framework of reviewing the international criminal justice system, to address a range of topics that will be key to the future of the Court: peace and justice - which I just spoke about -, cooperation, victims and complementarity.

16 - Cooperation is of course central to the activities of this Assembly, as the European Union noted earlier. The positive aspects should be highlighted: In the Court's report on cooperation, it specified that 85% of the Prosecutor's requests for cooperation received favorable replies. It is also important to work on the difficult areas: arrests. Regardless of where the fugitives might be, our political and diplomatic support for the Court in this area is crucial.

17 - Victims are given particular importance in the ICC statutes. France worked in Rome to ensure that every aspect of their status be recognized: as victims filing petitions with the Prosecutor, as witnesses in need of adequate psychological support, as victims participating in the proceedings, as victims entitled to reparations and rehabilitation. Of course, their first right is to see that the criminals are arrested and justice is served. Here too, let us not lose sight of the core of our mission.

18 - With respect to the complementarity set forth by the Rome Statute, States have the primary responsibility to judge the perpetrators of crimes committed by their nationals or on their territory. The Court intervenes only as a Court of last resort.

19 - France has reservations concerning the idea of expanding the Court's general role in developing national capabilities. Here we are moving away from the activities of a Registry or a Secretariat of the Assembly of States Parties. We hope that in the future, the discussions between the Court, States, civil society and UN bodies and programmes such as the UNDP could focus on how development agencies themselves can ensure that their assistance to national judicial systems is fully consistent with the requirements of the Rome Statute, rather than on ways to give the Court a greater role in this respect.

Mr. President,

20 -With respect to governance and the institutional strengthening of the Court, France has observed a certain amount of progress. President Song's report on the relationships among court organs will be helpful in clarifying the responsibilities of the various bodies. Now this report must be implemented without interference from the States.

21 - The document naturally confirms the statutory independence of the Prosecutor's Office, which should be obvious to all, but it is worth repeating it here. Clearly, we must oppose any attempt to trample on the jurisdictional prerogatives of the Prosecutor, or Judges. The independence of this Court is its principle strength. It is not up to us to welcome or deplore the decisions of the Prosecutor or the Judges. In addition, in order to ensure that Court's internal oversight mechanisms are effective and fully respect the mandates of all organs, France considers it is necessary to wait for the overall mapping study requested by the external auditor and the Committee on Budget and Finance before making any specific decisions. We think it would be worthwhile for this Assembly to examine the scope of this study during this session.

Mr. President,

22 - Within this institutional framework, the Registry has an enormous responsibility. We are counting on Ms. Arbia to keep focused on her main role—which is the Court's administrative service, in the highest sense of the term—within the framework of existing resources. It is out of question that the Court's budget should increase exponentially with each new case, for the initial solutions instituted by the Court at the beginning of its operations to endure. Its years of experience must now enable the Registry to improve its efficiency. I am thinking in particular of outreach, public information and field presence. In its good report, the CBF, whose recommendations we approve, presented observations in this regard. We are also awaiting with interest a new strategy on field operations that would better take these demands into account.

Mr. President,

23- I would like to take this opportunity to reaffirm France's position on amendment adopted in Kampala.

24 - First, I would like to confirm here the difficulties which have arisen on the amendment to article 8 in relation to expanding bullets.

25 - Furthermore, France did not associate itself with the text adopted in Kampala on the crime of aggression insofar as it disrespects the relevant provisions of the UN Charter, under which only the Security Council can determine the existence of any act of aggression.

26 - On the ratification procedure, France notes that in accordance with article 121-5 of the Rome Statute, no amendment is binding upon a State Party that has not ratified it. A State that is not planning to ratify the amendment on aggression is therefore not required to make a declaration pursuant to article 15 (bis) 4 to avoid being bound by the amendment.

27-Before concluding, Mr. President, I would like to thank you for your work as President of this Assembly and express the wish that our work may continue with the utmost transparency.

Thank you./.